

Lab.RII**UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE
Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation****CAHIERS DU Lab.RII
– DOCUMENTS DE TRAVAIL –****N°129****Juin 2006****LE DEVELOPPEMENT
PEUT-IL ETRE DURABLE ?
LA CIVILISATION DE LA
DIVERSITE****Hassan ZAOUAL**

**LE DEVELOPPEMENT PEUT-IL ETRE DURABLE ?
LA CIVILISATION DE LA DIVERSITE**

**CAN DEVELOPMENT BE SUSTAINABLE?
THE CIVILIZATION OF DIVERSITY**

Hassan ZAOUAL

RESUME : Le développement durable est un champ de recherche multidimensionnel et pluridisciplinaire. Les questions qu'il pose renvoient nécessairement à une recombinaison d'ensemble du savoir éclaté auquel nous ont habitués les sciences classiques. Derrière ce débat se profile l'épuisement d'un système économique qui est incompatible avec une harmonie vis-à-vis de l'environnement et de l'homme lui-même. Le développement ne pourra être durable tant que l'on maintiendra une économie centrée exclusivement sur le marché et le profit. Il est temps d'imaginer d'autres visions du progrès humain puisant leurs ressorts dans la diversité même des cultures du monde pour mieux asseoir la durabilité de la biodiversité. C'est en acceptant de penser la complexité, la diversité, la proximité avec les hommes que l'on découvrira toute l'importance du métissage des savoirs et des cultures pour un développement durable.

ABSTRACT : Sustainable development is a multidimensional and a pluridisciplinary field of research. The issues that stem from it imply a global combination of the fragmented pieces of knowledge that shape classical sciences. This debate also introduces the one of the exhaustion of resources which is incompatible with an harmony of environment and of human being itself. Development will not be sustainable as long as the economy is centred on market and profit. It is now the time to imagine other visions of the human progress, based on diversity, including the diversity of cultures, in order to establish the sustainability of biodiversity. Accepting to think complexity, diversity, proximity to human beings is a means to consider the role of knowledge and cultures mixing in the aim of sustainable development.

**LE DEVELOPPEMENT PEUT-IL ETRE DURABLE ?
LA CIVILISATION DE LA DIVERSITE**

**CAN DEVELOPMENT BE SUSTAINABLE?
THE CIVILIZATION OF DIVERSITY**

*« Paradoxalement, l'étude des modèles que l'homme a créés pour expliquer la nature nous en dit plus long sur l'Homme que sur les éléments naturels concernés »
E.T. Hall¹*

TABLE DES MATIERES

Introduction	4
1. Le parcours d'un problème insoluble dans les paradigmes classiques	4
2. Et, si le développement n'était pas durable ?	9
2.1. Le développement durable : une illusion paradigmatique	9
2.2. Aujourd'hui la décroissance !	13
2.3. Les limites de la boîte à outils des économistes de l'environnement	14
3. Les prémisses de la civilisation de la diversité	16
3.1. Une pédagogie de l'erreur féconde	16
3.2. Les agricultures sont des cultures : de la biodiversité à la diversité culturelle	18
3.3. Santé, maladies et anomalies de la citée du développement	22
7. Conclusion	25

¹ Hall Edward T., *Au-delà de la culture*, Seuil, 1979, p. 19

Introduction

Cette contribution trouve son origine dans les activités de recherche du Groupe de Recherche sur les Economies Locales du Laboratoire RII (ULCO) dont les programmes de recherche sont de portée interdisciplinaire. Elle est aussi nourrie par les échanges qu'a l'auteur au niveau international avec d'autres organismes y compris les ONG. Elle est structurée en trois grandes phases. La première décrit l'historique du débat sur le développement durable. Ce qui, du même coup, en délimite le contexte scientifique. La seconde étape de la démonstration est plutôt de portée « *technique* » puisqu'elle aborde les limites de l'analyse économique à prendre en compte la contrainte écologique. Ses arguments sont développés à partir de l'approche des auteurs qui défendent l'idée d'une bioéconomie (Georgescu-Roegen Nicholas, René Passet, Lester R. Brown etc.) comme transition vers un paradigme de décroissance. Ce qui, à terme, conduirait à une remise en cause radicale de l'économie telle qu'elle s'est instituée depuis la naissance du capitalisme. Ainsi, l'auteur se situe progressivement dans le cadre d'un pluralisme économique dont la consistance est aussi démontrée dans l'ultime étape de son raisonnement. A cet effet, il convoque à la table de la démonstration les expériences de l'agriculture, de santé et celles du développement en général dans les pays pauvres pour en tirer toutes les conséquences nécessaires pour asseoir les bases de son paradigme des sites donnant lieu à une *économie postglobale non violente*.

1. Le parcours d'un problème insoluble dans les paradigmes classiques

Le rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance ainsi que la première conférence des Nations Unies sur l'environnement au cours de l'année 1972 ont marqué le début de la prise en compte de la dégradation des écosystèmes sous les coups de boutoirs d'une économie prédatrice des ressources naturelles. A y regarder, aujourd'hui, de près, la nécessité d'intégrer la contrainte écologique à l'économie dominante n'est pas véritablement effective malgré les multiples conférences mondiales qui ont eu lieu par la suite et jusqu'à aujourd'hui (Conférences de Rio, 1992, Kyoto, 1997 et de Johannesburg, 2002). Beaucoup de bonnes intentions, peu d'actions.

Lorsqu'on aborde le champ du développement durable, une foule de questions vient à l'esprit. Elles suggèrent en filigrane toutes une série d'antinomies. Ces contrariétés sont, superbement, ignorées par les tenants du « *développement durable* » qui maintiennent le même paradigme économique en faisant un toilettage de surface. En effet, ces interrogations peuvent être formulées de la façon suivante : Comment concilier une économie dévoreuse de ressources naturelles, répondre aux besoins des populations, réduire les inégalités et sauvegarder en même temps l'environnement en assurant une réserve de ressources pour les générations futures ? Déjà, les besoins du présent ne peuvent être facilement identifiables en dehors du système économique dominant qui en organise les définitions et la satisfaction selon sa propre logique ? Comment concilier la concurrence, la compétition et une répartition plus égalitaire des fruits de la croissance d'un tel système ? Comment alors anticiper et définir les besoins des générations futures dans le cadre d'un système orienté exclusivement sur les profits et mettant en œuvre, en permanence, des changements techniques, donc de ressources, dans la réalisation de ses propres objectifs ? Comment garder une économie uniformisante qui multiplie à l'infini des besoins en raison de sa rationalité d'une part et sauvegarder la diversité de la flore, de la faune et des cultures dont le rôle stabilisant est indéniable, d'autre part ?

Le premier rapport du Club de Rome de 1972 insistait déjà sur les limites écologiques de la croissance économique : « *The Limits to Growth* ». Au cours de la même année, Meadows et al. (1972, p.295) mettaient en évidence la complexité de l'interdépendance entre l'écosystème planétaire et la croissance économique¹. Il est souligné dans cette étude que « *Développement et environnement doivent absolument être traités comme un seul et même problème* ». En d'autres termes, les problèmes d'environnement et ceux de l'économie et de la société dans son ensemble interagissent les uns avec les autres.

Dans cette même perspective, le modèle de Forrester intégrait, déjà, une pluralité de paramètres interdépendants: population, production alimentaire, industrialisation, pollution et utilisation des ressources non renouvelables. En substance, le modèle décrit bien le fait que la croissance démographique dans le cadre du système économique existant s'accompagne d'une plus grande consommation, et, par conséquent, d'une plus grande pollution. A terme, la dynamique du système, dans un monde fini, conduit à son effondrement. L'économie dominante fonctionne, donc, contre sa propre durabilité. En conséquences, les limites de la croissance doivent raisonnablement déboucher sur une prise de conscience planétaire. C'est à ce sursaut que s'adressait déjà le groupe de Meadows lorsqu'il écrivait : « *Nous avons la conviction que la prise de conscience des limites matérielles de l'environnement mondial et des conséquences tragiques d'une exploitation irraisonnée des ressources terrestres est indispensable à l'émergence de nouveaux modes de pensée qui conduiront à une révision fondamentale, à la fois du comportements des hommes et, par suite, de la structure de la société actuelle dans son ensemble* » (Meadows, 1972, p. 293-294).

Avec le recul, on peut soutenir l'idée que la préoccupation environnementale a vu le jour suite à une longue période d'expansion économique, celle des « *trente glorieuses* ». En effet, de 1945 à 1975, les grands pays industrialisés, sous l'impulsion de la reconstruction d'après guerre, ont connu un développement économique sans précédent. Ce grand cycle d'expansion économique a débouché sur des bouleversements à la fois sociaux et environnementaux. De par leurs poids économiques combinés à des taux de croissance élevés, les grands pays industrialisés ont contribué à révolutionner les modes de production et de consommation sur une grande échelle. Et, c'est ce modèle d'économie, fortement productiviste, qui continue, aujourd'hui, à se propager sur l'ensemble de la planète. La globalisation en cours en accélère l'amplification.

Avec l'impact des grandes économies émergentes comme celles de la Chine et de l'Inde, les tensions se font, aujourd'hui, sentir sur les marchés des matières premières et particulièrement sur celui du pétrole. Ce qui nous rappelle une citation de Gandhi « *S'il a fallu la moitié du monde pour développer l'Angleterre, combien de mondes faudrait-il, pensez-vous, pour développer l'Inde ?* ». L'Angleterre d'antan, c'est la planète d'aujourd'hui. De proche en proche, on devrait changer de modèle ou changer de planète ! A l'évidence, la consommation pétrolière s'accroît considérablement et révèle symptomatiquement l'épuisement de cette ressource non renouvelable. Le caractère stratégique de cette ressource en voie d'épuisement explique, entre autres, les appétits des grandes puissances comme celle des USA. Ce qui amène ces derniers à imaginer une nouvelle géopolitique qui s'accompagne de guerres sans fin aux confins des régions pétrolifères du monde (Moyen Orient, Asie mineure etc.). Le contrôle direct des ressources en pétrole et en gaz devient un levier de ce nouvel

¹ Meadows D.H., Meadows D.L., Randers J. et Behrens III W.W., *Halte à la croissance?*, trad.fr., Paris, Fayard, 1972

impérialisme¹. Le maintien de la puissance américaine est à ce prix car son économie affiche des contre-performances par rapport au dynamisme des économies asiatiques. Une économie en déclin a tendance à trouver d'autres solutions en dehors des lois de la concurrence et ceux sont les armes qui parlent à la place de la compétitivité et l'intelligence. L'empire attaque² !

Sans profiter à la majorité de la population mondiale, le développement économique tel qu'il est conçu et pratiqué s'accompagne par une prolifération d'anomalies dont les principales sont d'ordre écologiques et sociales. En effet, l'urbanisation galopante et l'industrialisation augmentent considérablement les prélèvements sur les ressources disponibles. Ces transformations structurelles génèrent sur le front de l'environnement des pollutions, corollaires des modes de consommation que le capitalisme développe. Suite à la pollution des mers, des fleuves, des rivières, à la déforestation de régions entières et à la dégradation de la diversité de la faune et de la flore, les limites d'un tel système s'expriment, aujourd'hui, au travers d'un changement climatique (réchauffement de la planète) qui menace la survie de l'humanité. La capacité de charge de la planète, diraient les écologistes, est dépassée. « *Il y a péril en la demeure* » pour reprendre l'expression de certains auteurs³. Dans ce contexte dégradé, d'autres risques se font jour au plan du nucléaire (accidents et déchets) et au plan sanitaire (chimisation de l'alimentation, multiplication des épidémies, OGM). Si bien qu'en Belgique, on ne dit plus bon appétit mais bonne chance ! En somme, le modèle industriel et scientifique dominant est envahi par des incertitudes radicales qui en ruinent la légitimité. Le progrès n'est plus ce qu'il était⁴ au point que certains auteurs parlent, aujourd'hui, de l'irruption d'une *société des risques*⁵.

L'ensemble du projet de la modernité est ainsi ébranlé dans ses fondements d'autant plus que le système en question accroît les inégalités et les exclusions sociales au Nord comme au Sud. Sa crise est donc multiforme en dépit de la séparation artificielle entre les différents aspects des sociétés contemporaines que les institutions officielles organisent et gèrent de façon cloisonnée et à courte vue. « *Nous vivons, écrit E. Morin, sous le règne de la pensée compartimentée qui empêche de voir les interactions* »⁶.

A vrai dire, l'écologie⁷ ne peut être séparée de l'économie et la politique de l'éthique et le tout de la culture qui donne sens et direction à une société donnée. Lorsqu'une dimension est atteinte, les autres en subissent directement ou indirectement les effets de propagation. Ce n'est pas un hasard, si aujourd'hui, le besoin de recomposer les savoirs et les pratiques dans toute leur diversité est devenu une nécessité. Les débats sur le « *développement durable* » ont,

¹ Pour mener à bien ses actions, l'hégémonie américaine s'est toujours drapée de bonnes intentions. Selon l'heureuse formule de Wolfgang Sachs, c'est la stratégie d'un « *impérialisme anti-colonial* », « L'archéologie du concept de développement », *Interculture*, Vol XXIII, n° 4, Automne 1990, Cahier n°109, p. 5, Montréal,

² Todd Emmanuel, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, 2002

³ Barbault R., Bourg D., Hulot N., *Pour que la terre reste humaine*, Seuil, 1999

⁴ Cf. Gadrey Jean et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Repères, La Découverte, 2005

⁵ Voir Beck Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Flammarion, 2001

⁶ Edgar Morin, *Pour une politique de civilisation*, Europe 99, *Projet de civilisation*, Maison Grenelle, 14 juin 1995

⁷ Dans une conférence sur l'histoire de l'écologie, Patrick Matagne, Maître de conférences en histoire des sciences, souligne que l'écologie est une discipline neuve. Elle commence à s'institutionnaliser à partir de la fin du 19ème siècle au moment où la révolution industrielle du charbon et de la vapeur libère l'Europe de la rareté, mais des problèmes nouveaux apparaissent liés à la destruction de l'environnement. A partir des années 1950, tout va aller en s'accroissant : bombe A, bombe H, pollution au mercure, pollution chimique, marées noires, etc. jusqu'au développement durable et la décroissance. C'est en ces termes que Patrick Matagne retrace dans ses grandes lignes la grande histoire de l'écologie (commentateur de la conférence Dimitri Uzunidis) Laboratoire RII, Université du Littoral Côte d'Opale, Vendredi 5 mai, 2006

d'ailleurs, débouché, au-delà la contrainte écologique, sur un élargissement à d'autres problèmes comme ceux de la pauvreté et de la viabilité même des sociétés contemporaines au plan de leurs institutions. Ainsi, la notion de « *soutenabilité* » ou de durabilité a tendance à embrasser l'ensemble des problèmes de société alliant l'environnement à la cohésion sociale en passant par la qualité des institutions (good governance) et la répartition des richesses qu'exigerait une « *société plus juste* ». De proche en proche, le « *développement soutenable* » se veut comme solution globale aux problèmes des sociétés contemporaines¹. C'est cette complexité multiparamétrique qui rend toute alternative au développement énigmatique. Néanmoins, suite au rapport Brundtland, la notion de « *développement durable* » fait l'objet d'un unanimité de surface qui cache, d'ailleurs, une grande diversité des contenus que les multiples acteurs y mettent. A vrai dire, le sens accordé à cette nouvelle vision est multiple et dépend énormément des situations et des positions d'acteurs. C'est ce qui rend le champ du « *développement durable* » fort complexe.

La définition du « *développement durable* », la plus citée, est celle que l'on peut tirer du rapport Brundtland² indiquant : « *Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacités des générations futures de répondre aux leurs.* » (cité p. 5) Il s'agit d'un principe normatif, un idéal à atteindre. De par son caractère flou, il évacue, dans la pratique, les contradictions à surmonter pour s'en approcher. Franck-Dominique Vivien³ souligne, d'ailleurs, que le « *développement soutenable* » n'est pas une solution mais un problème ! Il pose, donc, une énigme sans pouvoir lui donner une solution rigoureuse et pratique. Ici, le déficit paradigmatique se double d'un déficit réellement opérationnel.

Au plan de la réflexion, les découpages classiques ne sont plus d'une grande portée compte tenu des défis qui s'imposent derrière le débat sur le « *développement durable* ». Dans ce dépassement, l'interdisciplinarité⁴ et l'interculturalité⁵ deviennent les deux piliers d'un véritable renouvellement épistémologique. Ce qui donne lieu à la montée en puissance des approches transversales voire transcendantales⁶ lorsqu'on prend la peine de prendre aussi en considération les faits culturels et religieux ayant aussi un impact considérable sur la manière qu'ont les populations de réagir aux situations et au changement. Pour chaque problème, fût-il technique ou écologique, toutes les dimensions peuvent être convoquées à la table de la

¹ La notion de « *développement durable* » fait, aujourd'hui, partie de la littérature contemporaine. Elle est omniprésente dans les discours et actions qui traitent de l'environnement et du développement. Il y a incontestablement une profusion de vocabulaire sur ce versant du développement : développement durable, soutenable, éco développement, économie écologique etc. La durabilité s'étend, aujourd'hui, à de nombreux aspects des sociétés contemporaines : durabilité écologique, durabilité sociale etc. Une grande plasticité semble caractériser les notions relatives qui entourent les tentatives d'intégration de la contrainte environnementale. Le flou des expressions et des mots désignant ces conjugaisons entre le développement et l'environnement y est pour beaucoup. A l'origine, le mot anglais « *sustainable* » désigne l'action de soutenir, supporter, entretenir, de nourrir... Ce qui correspond à un vieux terme français utilisé dans les textes des ordonnances de la gestion des forêts : « *soustenir* » signifiant maintenir en bon état (Cf. Vivien Franck-Dominique, *Le développement soutenable*, Repères, La Découverte, 2005, p. 4)

² CMED, *Notre avenir à tous*, 1987, (p. 51), trad.fr. Montréal, Du Fleuve, 1989

³ Vivien Franck-Dominique, *Le développement soutenable*, Repères, La Découverte, 2005

⁴ Le développement durable selon Assen Slim, est un concept qui pousse à la pluridisciplinarité, en réconciliant les sciences humaines et les sciences dites dures. *Le développement durable*, Le Cavalier Bleu, 2005, p. 10

⁵ Ferréol G. et Jucquois G., (sous la dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles* Armand Colin, 2003. Pour une initiation à la sémantique conceptuelle de la théorie des sites voir Culture et développement (pp. 83-85), Site d'appartenance (pp. 320-321)

⁶ Cf. Calme Nathalie, (sous la dir.) *L'Esprit de Fès. Dédié aux générations futures*. Paroles d'ouverture de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Préfaces de Bernadette Chirac, Jack Lang, Conclusion de S.A.R. le Prince Charles, Editions du Rocher, mai 2004, pp. 98-102, 446 pages (84 auteurs de renommée internationale). Avec le soutien financier et la participation intellectuelle de la Banque Mondiale.

démonstration. La nécessité de ce « *savoir sans frontières* » bouleverse, en profondeur, les routines des institutions académiques sclérosées par un « *savoir éclaté* » hérité du cartésianisme et du newtonisme.

De même au plan de l'action, la véritable gouvernance est celle qui sait mobiliser et faire participer les acteurs à partir des valeurs qui les motivent. Les relations entre les hommes et l'environnement ne peuvent faire l'économie de cette nécessité comme le démontre la théorie des sites¹. De ce point de vue, la réponse à un problème technique ne saurait être totalement technique. L'humain est donc incontournable. Ce qui rend le gouvernement des choses et des hommes moins mécanique et centralisé. Pour utiliser une métaphore, l'attracteur n'est plus le tracteur (société industrielle) mais l'acteur (société du savoir et du territoire). Dans un monde non linéaire, complexe, donc indéterminé², la valeur la plus sûre est l'homme. A la condition d'adhérer, c'est par lui que l'on peut atteindre la plus grande certitude dans la pratique. La nécessité de cette humanisation est bien présente dans la manière dont nous pourrions traiter les problèmes de l'environnement. Il y va de la responsabilité de chacun.

Au total, l'aménagement du paradigme du développement à la marge en y intégrant les impératifs de soutenabilité s'avère difficile et ambigu. Ceci nous conduit à des interrogations beaucoup plus fondamentales. En ce sens, l'épistémologie des sciences nous enseigne qu'un paradigme est une vision scientifique du monde. Elle repose sur les croyances de la communauté scientifique qui le met en œuvre au travers de sa science normale, de ses observations, de ses expériences et des outils et indicateurs servant à mesurer et maîtriser les phénomènes isolés et étudiés. Ces protocoles s'incarnent aussi au travers des institutions du savoir et du pouvoir qui en organisent le développement. Lorsqu'une crise majeure s'empare d'un paradigme, ceux sont toutes ces structures qui sont progressivement touchées les unes après les autres malgré les résistances du paradigme en question face à la nuée d'anomalies inexplicables qui s'abatte sur lui. C'est à quoi nous assistons aujourd'hui. Ce processus de décomposition s'étend jusqu'aux valeurs qui soutiennent, au-delà de la science, la société concernée.

En dépit des efforts des scientifiques pour isoler rationnellement leur monde, il n'en demeure pas moins que leurs visions des choses sont aussi imprégnées par l'imaginaire de leur époque et de leur société. De fait, une science sans société est une vue de l'esprit. Cet enchaînement se vérifie amplement lorsque l'on étudie les relations cachées existantes entre la science, la technique et le capitalisme comme volonté de puissance. Derrière ses prouesses scientifiques et techniques se profile, en effet, une culture de maîtrise et de domination de la nature et de l'homme. Cette dimension invisible est au cœur du fonctionnement de son économie. C'est elle qui en motive le dynamisme. Si ce dernier s'essouffle, aujourd'hui, notamment dans les vieux pays industrialisés, c'est que le noyau mythique qui en supporte l'édifice est brisé. La crise de l'Occident est autant culturelle et morale qu'économique, politique et technique. Ce n'est pas un hasard que l'on organise, aujourd'hui, dans les universités et les lycées de France des cérémonies de « *la science en fête* » pour attirer de nouveaux fidèles qui se font rares !

Aujourd'hui, les contreparties « *néglatives* » du système économique dominant l'emportent largement sur les contreparties « *positives* ». La dégradation de l'environnement et, par conséquent, la qualité de vie des citoyens conjuguée à une économie qui n'a plus comme but qu'elle-même contribue à une perte de repères. Ce déficit symbolique sape les motivations,

¹ Cf. notre ouvrage intitulé : *Du rôle des croyances dans le développement économique*, Collection Économie Plurielle, L'Harmattan, 2002

² Cf. Prigogine, *Les lois du Chaos*, p. 42, Champs/Flammarion, 1994

sur lesquelles, repose le progrès tel que le capitalisme l'avait défini depuis trois siècles. On assiste, donc, en direct à une décohésion généralisée du corps de la société, une crise de sa citoyenneté. C'est l'anomie qui l'emporte sur l'harmonie. En d'autres termes, l'économie libérée de l'éthique conduit au chaos technique. C'est une panne de sens ! Ceci s'explique aisément par une économisation de la société qui l'uniformise exclusivement sur les valeurs et les critères de la marchandisation et la concurrence entre les hommes, les territoires et les nations. Or, la nature des choses a horreur de l'uniformisation qui l'appauvrit et la fragilise. La nature, elle-même, indique bien que sa vitalité tire son origine de sa diversité (variété de espèces et des mécanismes de la vie). Le même raisonnement peut être appliqué aux cultures et à l'économie. Dans ces conditions comment alors garder le même système économique uniformisant tout en affichant des impératifs qui lui sont contradictoires (citoyenneté, égalité, solidarité, durabilité, soutenabilité etc.) ?

2. Et, si le développement n'était pas durable ?

2.1. Le développement durable : une illusion paradigmatique

Une thèse rigoureuse démontrerait que la notion de « *développement durable* » est antinomique. En effet, dans son essence le développement est économique. Partant de ce postulat, il ne peut être durable¹. Les principes de l'économie indiquent bien que le fonctionnement l'organisation du capitalisme présuppose une accumulation sans fin et corollairement un marché sans cesse élargi. Au cœur de ce processus, la loi fondamentale est la croissance des profits. C'est elle qui dicte l'évolution des autres paramètres du système notamment celles de la production, de la consommation, l'emploi, des investissements etc. et, par ricochet, l'ensemble des règles et des institutions qui en organise l'accompagnement. L'OMC et les gouvernements ne font pas autre chose.

Adam Smith, le fondateur de l'économie politique, soutient, à juste titre, que le dynamisme d'un tel système repose sur l'étendue du marché qu'il construit. Il va de soi que la globalisation contemporaine est une simple traduction de ce principe de base. C'est donc une économie qui se veut sans frontières. Industrialiser et standardiser est une manière d'accroître les biens et de créer des besoins à l'infini pour assouvir les impératifs d'un tel système. Le capitalisme, de par les caractéristiques de son économie, multiplie les besoins et planifie systématiquement la vie des produits pour renouveler et étendre les marchés nécessaires à sa propre croissance. Pour se perpétuer, le capital réduit l'espérance de vie des produits et, par conséquent, accroît le gaspillage des ressources naturelles et les déchets de son organisme. La vie du capital se nourrit de la mort de ce qu'il crée et produit sans cesse. Ce que Schumpeter, ce grand économiste hétérodoxe, désigne par la « *destruction créatrice* ».

Au total, la rationalité de ce système économique présuppose une révolution permanente des besoins au-delà de ce qui seraient des « *besoins fondamentaux* » définis et satisfaits localement par les populations elles-mêmes. Dans la pratique, la planétarisation d'un tel système, les forces de la globalisation (Etats, firmes et lobbys etc.) aidant, vise, en réalité, à les déposséder de cette capacité d'autonomie et d'harmonie avec leurs milieux écologiques. Toute l'histoire et, du développement des pays pauvres, et, de l'économie qui s'impose aux citoyens des pays globalement riches, est révélatrice de ce mécanisme de mise en dépendance.

¹ Cf. Bonnevault Stéphane, *Développement insoutenable. Pour une conscience écologique et sociale*. Préface de Marie-Dominique Perrot, Collection Turbulences, Editions du Croquant, 2003

Si l'impératif du système est d'accroître l'étendue du marché, il devient tout à fait logique de soutenir l'hypothèse fondamentale d'une exploitation sans limites des ressources naturelles à partir desquelles le système tire une rente puisqu'il s'agit d'un *travail gratuit de la nature* qu'il combine avec celui qu'il extrait de l'exploitation du travail des hommes. Toute tentative de valoriser par un prix le « *temps naturellement nécessaire* » à la production par la nature des ressources non renouvelables dont nous usons, relèverait, sans aucun doute, d'une chimère¹. Ceci est d'autant plus vrai que l'économie n'a pas pu résoudre le problème de la mesure du travail humain qu'elle s'est posée elle-même. (Cf. tout le débat autour de la valeur-travail dans l'histoire intellectuelle de la théorie économique). En substance, le travail de la nature passe généralement sous silence. Il est complètement ignoré. Quoiqu'il fasse, l'économiste est dans l'incapacité, aujourd'hui que le problème se pose, de valoriser le lent travail de métamorphose de la nature afin de la protéger de la surexploitation dont elle est victime.

Comment donner une valeur économique à un arbre qui a deux siècles ou à du pétrole sous terre dont la maturation organique a présupposé des millions d'années ? En réalité, dans la culture du développement, la nature est considérée comme un simple réservoir d'énergie exploitable à merci. Le passage de l'alchimie à la chimie s'apparente à une révolution, d'abord, mentale. Ici, la science devient un outil de domination sur la nature. D'ailleurs, Francis Bacon, l'empiriste anglais, considérait la connaissance comme un pouvoir (« *Knowledge is power* »). Savoir et pouvoir s'en trouvent réunifiés au-delà de la neutralité apparente de la raison. Descartes, précurseur du rationalisme occidental, notait aussi que « *la connaissance nous rendrait maître et possesseur de la nature* ». Notre connaissance est ainsi exclusivement mobilisée au service de la croissance. Ce n'est pas un hasard, qu'aujourd'hui, la mode est à l'économie de la connaissance ! Aujourd'hui, le système a réussi à imbriquer fortement la science, la technique et le marché au point de parler d'une technoscience marchande² dont le seul but d'être partie prenante de la croissance des profits. La vérité scientifique se mesure à la aune de la rentabilité. Derrière le système économique, nous avons, donc, affaire à un véritable complexe mythique de maîtrise et de domination qui structure et oriente, en profondeur, nos pratiques quotidiennes. Ainsi, l'organisation économique et sociale à laquelle il donne lieu est incompatible avec une relation harmonieuse vis-à-vis de la nature ni même entre les hommes.

De fait, l'économie de marché est programmée pour aller jusqu'au bout de sa logique, une sorte de mythologie programmée de la société moderne³. Sa survie temporaire est conditionnée par cet impératif. Dans ses fondements, l'économie se veut autonome,

¹ Inspirée dès son origine par une épistémologie mécaniste, la science économique est condamnée à raisonner à l'intérieur d'un système. L'activité économique s'y révèle comme une mécanique qui se suffit à elle-même. Les interactions entre l'économie et les organisations des sociétés passent ainsi en second plan tandis que celles qui s'opèrent avec la nature ont été complètement ignorées. La science économique est donc par essence écologiquement borgne, d'où sa faiblesse actuelle dans la recherche d'un code de bonne conduite vis-à-vis de la nature. Ce déficit paradigmatique découle de l'un de ces postulats fondateurs : la gratuité des ressources naturelles. Les dons de la nature sont supposés gratuits. Et l'on s'est comporté avec elle ainsi. Jusqu'à présent et en dépit des catastrophes écologiques, les manuels d'économie politique enseignent encore que l'eau, l'air, etc., sont des biens libres et disponibles en quantité illimitée !

Dans la conception des fondateurs, ce n'est qu'une fois extraites de l'emprise de la nature, que les ressources organiques, végétales et minérales acquièrent une valeur économique. L'acte économique présuppose ainsi une transformation des éléments de la nature, une « *industrie* » dirait Jean Baptiste Say.

² Voir l'analyse critique que fait Latouche Serge des périls de la techno-science, in *La mégamachine. Raison économique et mythe du progrès*, La Découverte, Paris, 1995

³ Perrot Marie-Dominique, Rist Gilbert et Sabelli Fabrizio, *La mythologie programmée. L'économie de croyances dans la société moderne*, PUF, Paris, 1992. Pour un commentaire de cet ouvrage, voir notre compte-rendu paru dans la *Revue canadienne du développement*, Vol. XIV, n°1, Ottawa, 1993

rationnelle et objective. Il s'agit donc d'une sorte de « *machine infernale* » que nul ne contrôle puisque l'on a séparé l'économie de la société, la technique de l'éthique et, en fin de compte, l'homme de lui-même et de ses semblables. C'est ce réductionnisme diviseur que René Passet désigne par le « *paradigme fédérateur* »¹ autour duquel s'est forgée notre vision à la fois culturelle et scientifique du bonheur des hommes.

Dans ces conditions, c'est la société qui est au service de l'économie mais non l'inverse. Il s'agit ni plus ni moins que d'une sorte de totalitarisme. L'économie a pris le pouvoir et décide de l'avenir des sociétés humaines. Le profit a remplacé les prophètes ou dit autrement, nous avons affaire à une véritable « *théologie du marché* » (expression de Riccardo Pétrella). En substance, il s'agit d'un conflit de valeurs et de discours sur ce qu'est ou devrait être la réalité et la condition humaine. Comme l'écrit Franck-Dominique Vivien (2005, p. 5) : « *la discipline économique s'est construite comme un discours normatif sur la façon dont les sociétés doivent s'organiser et faire des choix.* ». On ne peut changer la réalité qu'en changeant d'idéalité. Ainsi, face à cet impératif, il devient évident qu'en l'absence d'un nouveau discours, donc, d'un nouveau paradigme et de tout ce qui en découle (définitions, concepts, indicateurs, protocoles d'action etc.), l'énigme entourant les tentatives d'aménagement du développement ne pourrait être décryptée et résolue. Le verbe est puissance !

La théorie des sites² souligne explicitement que la prolifération des nouveaux adjectifs que l'on confère au développement (local, social, durable, soutenable etc.) est symptomatique d'une crise de paradigme. Tout se passe comme si le paradigme en question cherchait à sauvegarder son existence ainsi que celles des institutions qui en supportent la traduction dans la pratique. C'est, donc, un nouveau récit imaginaire qui garde dans sa « *boîte noire* » l'ancien. Le discours économique suit ainsi le cours des événements pour mieux les ramener dans son spectre paradigmatique et, sauvegarder, ainsi les fondements de la société qu'il légitime. Ce stratagème s'apparente à un remaquillage conceptuel³. N'étant plus soutenable, c'est le développement comme projet de société qui a besoin d'être soutenu artificiellement. Ses aménageurs s'y emploient sans succès. En restant à l'intérieur du même paradigme, on tourne en rond !

Concernant explicitement l'environnement, les économistes adeptes du marché ont, d'ailleurs, imaginé la guérison du mal par lui-même ! Ainsi, les problèmes de l'environnement, selon leurs présupposés, peuvent être résolus à l'aide de la théorie du marché. Il suffirait d'organiser un *marché des droits de pollution*. Chaque pays, chaque entreprise aurait des droits à polluer. Au-delà du seuil fixé, l'agent pollueur peut continuer à polluer à la condition d'acheter des droits des autres partenaires n'utilisant pas leurs quotas ou ayant fait des efforts quant aux techniques de production les moins polluantes. Les économistes escomptent qu'un tel système pourrait stimuler le développement des technologies propres⁴ et réduire, par là même, la forte

¹ Cf. Passet René, De la connaissance à une maîtrise de l'environnement : les approches économiques de l'environnement, *Les Cahiers Français*, n° 250, p. 45

² Voir, par exemple, l'un de nos derniers ouvrages, *La socioéconomie de la proximité. Du global au local*, Collection Economie plurielle, L'Harmattan, 2005

³ Cf. Latouche Serge, *Survivre au développement*, Mille et Une Nuits, 2004

⁴ Fondamentalement, il n'y a pas de machines propres ou de déchets sans risques. La pollution est sournoise, elle a plus d'un tour dans son sac. Elle se déploie dans des formes qui seront de plus en plus difficiles à détecter. A quoi sert-il de polluer et de dépolluer ? Les déchets sont un output inévitable du système économique dominant et c'est lui qu'il faut remettre en cause. Une telle attitude n'est pas utopique. Elle fait l'économie des corrections stériles qui retardent l'identification des causes essentielles du problème. En effet, il est nécessaire de prendre conscience que l'économie capitaliste ignore l'idée d'un monde fini. Elle n'est égale à elle-même que par la

poussée des émissions en CO₂, une des sources essentielles du trou d'ozone. Bien entendu, un tel mécanisme a fait l'objet de longues discussions en raison de la grande diversité des situations notamment celles des pays dits en voie de développement qui revendiquent un plus grand assouplissement à leur égard. Ces derniers, ne tirant pas de leçon de l'expérience des vieux pays industrialisés continuent à imiter aveuglement le même modèle de croissance, donc de société qui, leur demeure, par certains aspects, inaccessible en raison de l'échec du développement sur ces terrains. Ils abandonnent ainsi des savoirs locaux et des modes d'organisation économes en ressources naturelles sans pour autant assimiler une capacité à développer un capitalisme dynamique. Ils sont perdants sur toute la ligne, du moins, la majorité de leurs populations puisque leurs élites, quant à elles, ont tous les avantages de la modernité (les biens de consommation, le luxe, les moyens de la répression, des états centralisés etc.) sans ses contraintes (démocratie, concurrence, compétences, mérite, etc.). Elles s'enrichissent ainsi sans effort d'innovation dans les critères mêmes du paradigme du développement capitaliste.

C'est dans ce contexte international que lors du Sommet de Kyoto, les USA avaient, dans un premier temps, refusé de signer des accords sur les quotas de pollution qui devaient leur être accordés. En raison même du fait, que c'est le pays qui participe à plus de 21% des émissions en CO₂ sur l'ensemble de la planète, sa part de manœuvre s'en trouve relativement limitée. Ce qui explique les résistances des lobbys américains qui en gouvernement la finance et l'industrie. De toute manière même si la majorité des pays adhèrent à ces accords internationaux, leur application effective se heurtent aux structures mêmes du système qui en domine la vie économique. Celui-ci reste marqué par les impératifs de sa croissance, cette aveuglante « *fièvre du développement industriel* » (expression empruntée à Nicholas Georgescu-Roegen). D'ailleurs, tous les gouvernements du monde ont pour seul objectif d'accroître la croissance économique. Ce qui veut dire en clair plus de production et de consommation selon les critères des profits et des marchés qui, en réalité, gouvernent à la place des gouvernements. Ces derniers, en raison de la mondialisation, ont peu de marges de manœuvre en l'absence d'un véritable changement de système économique. Selon la logique de ce dernier, toute production rentable sera menée à terme indépendamment de ses conséquences environnementales et sociales. Et, c'est ce qui se passe dans la réalité d'autant plus que l'emploi en dépend et en dépit même des changements du contenu technologique de la croissance réduisant, toute proportion gardée, le travail humain. C'est à la fois une théologie et un engrenage d'où il est difficile de sortir par des demies mesures.

Avec le recul, l'histoire de la pensée économique montre que depuis Adam Smith, les variations paradigmatiques entre les économistes sont de faible portée révolutionnaire. En réalité : « *La science économique, écrit Donald F. Gordon, n'a jamais connu de révolution majeure, que son modèle général de base (son paradigme) n'a jamais été remplacé* »¹. Autrement dit, les différences entre les théories économiques se réduisent à une suite de corrections à l'intérieur d'une même conception qui privilégie la production, l'investissement et la consommation dont l'ampleur est dictée par la poursuite de l'accumulation et du profit. L'emploi n'en est qu'une conséquence aléatoire. Et, elle l'est de plus en plus en raison des révolutions technologiques que le système opère sur lui-même. L'emploi comme objectif d'un gouvernement dans le cadre d'un tel système est un non sens puisque ceux sont ses lois de

croissance à n'importe quel prix écologique et humain. Sa seule condition est le profit. En conséquence, *le marché ne pense pas*. L'avenir de l'espèce humaine n'est pas dans sa perspective.

¹ Gordon D. F., The Role of the History of Economic Thought in the Understanding of Modern Economic Theory, *American Economic Review*, Vol. L V, n° 2, 1965, p. 124

fonctionnement qui priment sur les hommes. C'est le profit avant l'homme dirait Chomsky¹. Ce qui fait aussi à Georgescu-Roegen² que: « *Le programme des économistes se limite à la protection des riches ou des protégés politiques* » (1979, p. 100). Au plus, la logique du système n'est jamais mise en cause mais simplement ses ratés³.

2.2. Aujourd'hui la décroissance !

En raison du caractère prédateur de l'économie sur la nature, il devient évident que les prédictions de Nicholas Georgescu-Roegen ont une validité scientifique lorsqu'il décrit l'entropie qui accompagne une croissance sans limite. Les mouvements associatifs qui militent, aujourd'hui, pour la *décroissance* réactualisent, en quelques sortes, l'analyse de cet auteur. Dans son essai d'application des lois de la thermodynamique aux interactions Écologie-Économie, ce *précurseur de la décroissance* montre bien que le système économique produit des utilités à partir d'une matière qu'il ne crée pas. Cette lecture thermodynamique du système économique dévoile qu'« *il ne produit ni ne consomme de la matière-énergie ; il se limite à absorber de la matière-énergie pour la rejeter continuellement* » (Georgescu-Roegen, 1979, p. 19). Ce qui sort diffère qualitativement de ce qui rentre. Les ressources naturelles de valeur se métamorphosent en déchets sans valeur. Dans cette métamorphose, le système économique capture de l'énergie libre accumulée naturellement dans les ressources de la planète et la transforme en énergie liée, car dissipée. Elle se lie ainsi et à jamais à d'autres éléments de la nature. C'est une énergie liée et inexploitable malgré les efforts de récupération et de recyclage.

Ce phénomène touche l'ensemble des activités matérielles et immatérielles (transport) du système économique. Le processus économique est donc de nature entropique. Expliquant la loi de l'entropie d'un système clos, Georgescu-Roegen (1979, p. 8) écrit : « *En gros, il s'agit de quelque chose de relativement simple ; toutes les formes d'énergie sont graduellement transformées en chaleur et la chaleur en fin de compte devient si diffuse que l'homme ne peut plus l'utiliser* ». Et c'est pourquoi, l'entropie est utilisée comme mesure d'une énergie dissipée ou d'un désordre (de la dissipation) de la matière en général⁴. La loi de l'entropie n'est pas quantifiable. En étant qualitative, il y a une indétermination entropique (1979, p. 50). Du point de vue de cet auteur, la destruction des ressources naturelles équivaut à un épuisement de la basse entropie d'origine terrestre, la seule ressource dont la rareté fasse problème (Georgescu-Roegen, 1979, p.93), et à un accroissement de la haute entropie (énergie dissipée et désordre maximal). En étant dans un monde fini et en gardant un système productiviste, on ne fait qu'accélérer la haute entropie. « *L'entropie d'un système isolé, écrit l'auteur, tend constamment vers un maximum.* » (1979, p. 111).

En somme, rien n'est immuable : « *Autour de nous, toute chose s'oxyde, se casse, se disperse, s'efface, etc.* » (Georgescu-Roegen, 1979, p. 114). La matière-énergie se dissipe. C'est irréversible. Et c'est ce processus inhérent à la nature des choses que les acteurs de l'économie de l'accumulation précipitent par leurs actions irréfléchies. « *La matière dissipée, écrit Georgescu-Roegen, n'est pas recyclable* » (1979, p. 119). La réversibilité n'a donc pas cours dans la réalité de notre monde. « *On ne se baigne jamais dans le même fleuve* », disait

¹ Chomsky Noam, *Le Profit avant l'Homme*, Odile Jacob, 2003, Paris

² Georgescu-Roegen Nicholas, *Demain la décroissance. Entropie – Écologie*, Ed. Pierre-Marcel Faure, Lausanne, 1979.

³ Cf. René Passet, op. cit., p. 46

⁴ *Entropie* vient du mot grec qui veut dire *transformation, évolution...* Le processus économique est lui-même soumis à cette loi. Il est irrévocablement irréversible.

Héraclite à qui répondrait Bouddha : « *Seul, le changement est permanent* ». Le même est une vue de l'esprit¹.

Tout est irréversible. Ainsi, le recyclage des déchets du système économique² ou un quelconque retour complet à une situation antérieure est une impossibilité. De ce point de vue, le toilettage de la nature polluée est d'une naïveté surprenante! Le principe de l'irréversibilité est généralisable à l'histoire des sociétés comme à tous les phénomènes de la nature. Ainsi, un combat total contre la pollution et la dégradation des écosystèmes en général, afin de rétablir les formes de vie antérieures au développement, est aussi un mythe dangereux, d'où la nécessité d'une transition progressive vers un autre système beaucoup plus viable. De ce point de vue, pour Georgescu-Roegen, dans une citation rapportée par Serge Latouche³, « *Il ne peut y avoir de doute, le développement durable est l'une des recettes les plus toxiques* »⁴. Elle retarde la révolution paradigmatique qui s'impose. Il devient donc impératif de changer de trajectoire en incorporant à cette évolution les leçons du passé. Cette pédagogie de l'erreur féconde est autant valable pour les pays du Sud que du Nord car le *mal développement* est universel. A cet égard, Georgescu-Roegen soutient l'idée d'une voie alternative celle de la bio-économie. C'est le paradigme de synthèse entre la thermodynamique et l'écologie globale dans laquelle la biologie a une place de choix. Le projet de l'auteur repose sur une sagesse, celle de pouvoir maîtriser la décroissance inéluctable de l'économie industrielle : une sorte de soft atterrissage d'un développement qui ne peut plus durer. Ce n'est pas un retour en arrière mais une « *alternativisation* » du modèle industriel classique.

L'irréversibilité nous impose donc de changer en douceur afin d'évoluer vers des modes de production écologiquement viables. La bio-économie est un nouveau paradigme qui cherche une voie alternative à la religion du développement. Elle débiterait concrètement par un programme bio-économique minimal : économie d'énergie, élimination des instruments de mort (armes), développement des éco-innovations et des économies plurielles. Au total, les hommes du XXIème siècle sont condamnés à inventer des sentiers originaux mûrement cogités et expérimentés par leur esprit critique et leur passé. La culture du développement tend à encercler la condition humaine, seul un changement réfléchi peut nous donner les clefs de l'après-développement au Nord et au Sud.

2.3. Les limites de la boîte à outils des économistes de l'environnement

Un des principes avancé par les économistes de l'environnement est aussi le principe du pollueur-payeur (P.P.P.). Le but visé par cette adaptation de la théorie économique est de créer une contrainte supplémentaire pour les producteurs afin de les amener à mieux rationaliser l'usage des ressources de la nature. Le P.P.P. est ainsi introduit dans le calcul économique des producteurs. Les prix des biens et des services devraient, dans cette

¹ A l'image des évolutions inéluctables de la nature, le monde humain est une suite ininterrompue et enchevêtrée de sites de croyances formant des groupes humains plus ou moins reliés les uns aux autres. Ce caractère mosaïque est révélateur d'une pluralité et de singularités constamment réactivées par les nécessités inéluctables de l'adaptation des organismes sociaux.

² Dans son approche thermodynamique des limites écologiques de la croissance économique, Georgescu-Roegen nous rappelle que « *Même les ordures ordinaires sont une menace ; dans des temps anciens, quand elles ne pouvaient être enlevées qu'à grand peine, certaines cités prestigieuses furent ensevelies sous l'accumulation de leurs ordures* », *Demain la décroissance...*, op. cit., p. 60. Tout pays qui veut résoudre le problème de ses déchets sur le dos d'un autre, commet un crime contre l'humanité.

³ Latouche Serge, *Survivre au développement* op.cit. p. 51

⁴ Cité par Mauro Bonaiuti, *La teorica bioeconomica. La « nuova economica » di Nicholas-Georgescu Roegen*, Rome, Carocci, 2001, p.53

perspective, refléter leurs coûts de production et le coût des ressources naturelles, y compris celui de la dégradation de l'environnement. La pollution sera décodée comme une simple conséquence d'une mauvaise utilisation des facteurs naturels (eau, air, sols, etc.). Leur gratuité a entraîné leur surexploitation, donc un usage non rationnel des éléments de la nature. *A priori*, le P.P.P. va dans la direction de l'abandon de cette gratuité.

Si le P.P.P. est séduisant en théorie, il pose de nombreux problèmes que la théorie économique est dans l'incapacité de résoudre. Avant de les examiner, notons une fois de plus, que l'adaptation de l'appareil analytique des économistes face au défi écologique ne va pas jusqu'à la rupture avec le noyau dur du paradigme du développement industriel. C'est toujours la même civilisation qui est proposée : compétition et multiplication des besoins. De ce fait, les effets recherchés risquent d'être neutralisés par les changements d'échelle. Les tentatives de minimisation de la pollution de chaque activité ou unité de production n'interdit pas leur multiplication, donc un accroissement de la pollution globale. De même, plus de voitures économes en énergie, de par la nécessité d'étendre en permanence le marché, conduit au niveau global à l'effet inverse de celui qui est recherché. Toute une série de paradoxes et de limites peuvent être identifiés dans les techniques et les mesures avancées par les économistes dits de l'environnement.

Le principe de pollueur payant est fondamentalement inopérant. C'est une simple incitation. De plus, en toute logique nous ne savons mesurer ni la valeur économique des ressources naturelles ni celle de la dégradation de l'environnement. Un chiffrage en toute rigueur modifierait de fond en comble le système de croissance dominant. En réalité, la destruction est diffuse et elle a de multiples visages. Face à ce genre de défis, le P.P.P. présente de sérieuses limites. D'ailleurs, à un niveau élémentaire du débat, les redevances de pollution imposées ici ou là dans les politiques dites de l'environnement sont rarement élevées. Ce qui ne décourage pas les industriels à continuer de polluer.

A supposer même qu'on élève le niveau des sanctions financières, les mesures du genre P.P.P. ne peuvent avoir un effet, même limité, que dans l'hypothèse d'une coordination internationale. La pollution est mondiale et la planète est *une*. A cette échelle, le marché de la pollution qui donne lieu au droit à polluer à condition de payer ne répond pas, lui aussi, aux exigences d'une véritable écologie globale. « *L'idée, écrit un expert en pollution, est que les pouvoirs publics peuvent décider à l'avance de la quantité de pollution. Chaque détenteur de ces bons aurait donc le droit de polluer pour une quantité représentée par ces bons* »¹. Pour le reste, il devrait épurer sa pollution.

N'étant pas à une contradiction près, l'analyse économique valorise ici directement l'environnement dans sa fonction de stockage des déchets. Elle fait apparaître ainsi l'idée d'un marché de la pollution où se négocieraient les achats et les ventes de bons de pollution. Une fois de plus, le paradigme du marché se retourne pour retomber sur ses pieds ! Comme les autres marchés, le marché de la pollution subirait les mêmes lois économiques en l'occurrence celle de la concurrence entre les nations. Outre les difficultés à mesurer exactement les effets du *Droit à polluer*, la concurrence se chargera de réduire les coûts visibles imputés à l'activité des agents pollueurs. Ici encore, l'économie de marché veut se « guérir » par elle-même, mais en vain. Une des grandes conséquences internationales de ce type de procédures est un déplacement des industries les plus polluantes vers les pays pauvres.

¹ Dales J., cité par Barde Jean-Philippe et Guelli Emilio, *Économie et politique de l'environnement*, PUF, Paris, 1977, p. 157

A ceci, il faut rajouter le fait que, ces derniers se transforment, et c'est déjà le cas, en lieux de stockage des déchets de l'organisme économique des pays du Nord de la planète.

3. Les prémisses de la civilisation de la diversité

3.1. Une pédagogie de l'erreur féconde

Les problèmes du développement dans les pays du Sud peuvent être une source d'inspiration quant au débat sur le « *développement durable* ». L'économie du développement a, aujourd'hui, un demi siècle d'histoire en ce sens sa conception ainsi que les pratiques qu'elle a inspirées peuvent être considérées comme des expériences de laboratoire pour un nouveau savoir. De fait, certaines conclusions d'une analyse critique dans ce domaine peuvent être rapprochées des questions qui émergent dans le sillage des interactions entre l'économie et l'environnement. Dans un premier temps, il faudrait souligner que dans la majorité des pays du Sud, en dépit des politiques de développement menées à grand frais, le développement a échoué. En substance, il s'accompagne d'un surendettement de ces économies implantées artificiellement par l'expertise du développement.

L'ensemble des problèmes qu'abordent les théoriciens et les praticiens du développement durable trouve une illustration à grande échelle sur ces terrains : déforestation massive, diminution grandissante de la biodiversité, des pollutions multiformes, accroissement des inégalités et de la pauvreté etc. Ceux sont sociétés entières qui partent en déliquescence sous les coups de boutoir d'un développement mal adapté aux conditions culturelles et écologiques de ces contrées. Tout ceci est générateur de désordres et d'une perte de sens pour les populations assiégées par des Etats et des clans privés acquis, en apparence à l'idéologie du développement et de la globalisation.

Paradoxalement, ceux sont les économies dites informelles qui procurent encore une régulation économique et sociale minimale¹. Non conçues de l'extérieur, elles sont le théâtre d'organisations plus ou moins clandestines adaptées à la variété des terrains. Elles ont pour principales caractéristiques d'être encadrées dans les milieux locaux. Cet encastrement leur donne des configurations hybrides. Toutes les dimensions de l'existence y sont entrelacées et intégrées aux cosmovisions des acteurs locaux. On ne peut rien séparer. C'est qui fait site au sens de la théorie que nous défendons aujourd'hui². On peut tenter³ de discerner la vie économique sans la couper de l'ensemble des dimensions anthropologiques de ces organisations qui prolifèrent sur des petites échelles. De fait, elles ne répondent pas point par point aux schémas de l'accumulation de la science normale du paradigme du développement.

Ce comportement rebelle à la théorie admise a beaucoup intrigué les économistes sans qu'ils puissent en expliquer l'énigme de façon convaincante. Prisonnier de leur théorie de base, ils

¹ Cf. Zaoual Hassan, *Les économies voilées du Maghreb. De l'éthique à la technique*, Collection Economies plurielles, L'Harmattan, 2006

² Voir l'un de nos articles les plus récents : Développement, organisations et territoire : une approche Sud-Nord, *Cahiers de l'économie de l'innovation*, n°24, pp.9-29, 2006

³ Ce qui rejoint une mise en garde que Wolfgang Sachs déduit de son « archéologie du concept de développement », op. cit. p. 22 : « *Tout ce qui ressemble à une activité économique ne fait pas nécessairement partie de l'économie. En effet, l'économie n'offre qu'une seule des nombreuses manières de comprendre les activités productives et de les placer dans un contexte élargi* ». Ainsi en passant d'un espace symbolique à un autre, nous transportons le nôtre et nous pouvons nous perdre dans une faune de fausses différences ou de ressemblances trompeuses. Tout ceci révèle que le « nôtre » n'est pas neutre !

ne peuvent en donner le décryptage adéquat. En raison de leurs postulats et du caractère réducteur de leur démarche, ils continuent de croire que ces dynamiques diffuses sont des survivances transitoires ou qu'elles peuvent évoluer vers l'interprétation standard qu'ils ont de la nature profonde des phénomènes économiques. « *Lorsque l'observation ne soutient plus la théorie, il est temps de changer de théorie* »¹ (p. 17). De ce point de vue, c'est la théorie qui résiste au changement mais non les faits ! Leur paradigme est têtue !

Or, tout paradoxe ou dissidence des faits et des pratiques observées exige, en principe, une adaptation conceptuelle voire un changement de paradigme capable de mieux interpréter les anomalies inexplicables dans l'ancien paradigme. Ainsi à l'image de l'intégration de la contrainte écologique dans le raisonnement économique, ces dissidences économiques et sociales ne semblent pas perturber profondément leurs croyances scientifiques admises. La pensée unique ne reconnaît que les siens. Pourtant, une vision du dessous laisse apparaître des univers mouvants et complexes qui exigent une relecture par d'autres principes et concepts. Ceux-ci dériveraient, comme l'expose, le paradigme des sites symboliques d'appartenance, d'une nouvelle épistémologie. Celle-ci tire son orientation de la plasticité des organismes sociaux et de leurs capacités à opérer instantanément des recompositions insoupçonnées par la pensée ordinaire.

A la résumer, la théorie des sites repose sur quelques principes déduits de l'expérience du développement des pays postulés, au départ, pauvres : les pratiques sont des croyances communes, principes de diversité, de singularité, de prudence et de précaution, d'ouverture et fermeture des sites (code de sélection), de complexité, donc nécessité d'une pédagogie de proximité ou d'accompagnement *in situ*. Ces principes ont conduit à l'élaboration d'un ensemble de concepts transdisciplinaires : *homo situs*, l'homme du site, rationalité située, proximité située, gouvernance située etc. L'ensemble donne lieu à une cohérence analytique capable de déchiffrer les pratiques et de se rapprocher le plus possible des acteurs concrets d'une situation donnée. Le site comme espace symbolique contient trois boîtes : noire, conceptuelle et à outils. Les trois boîtes s'emboîtent et le tout est parcouru par le sens que les acteurs donnent à leurs propres mondes. Il y a autant de mondes que de groupes humains si réduits qu'ils soient. Cette diversité est inhérente aux histoires et aux mémoires des peuples. Dans ces conditions, la relation à l'autre (relations sociales) et à la nature tire son sens profond de la « *boîte noire* » constituée par les croyances communes, l'expérience, les épreuves, bref la trajectoire du site.

Dans notre perspective paradigmatique, l'environnement est, en partie, configuré par le site. L'environnement est aussi créé par les hommes eux-mêmes. La nature, c'est ce qui reste après la culture, c'est elle qui en définit l'accès et les modalités d'usage. A y regarder de près, tous les sites humains organisent leurs relations avec la nature au travers des croyances qui ont cours sur le site. Généralement, abstraction faite du site symbolique sur lequel repose le capitalisme² (mythe de la maîtrise et de l'accumulation), ces relations répondent à la nécessité d'une harmonie avec la nature.

¹ Brown Lester R., *Eco-économie. Une autre croissance est possible, écologique et durable*, Nouveaux Horizons/Seuil, 2003. Editor original : W.W.W. Norton and Company Ltd, New York Eco-Economy, Building an Economy for Earth, 2001, Earth Policy Institute, New York

² La propriété, le marché, la technologie ... et, en fin de compte, la croissance appauvrissante, sont des rites et des modes d'organisation spécifiques au site symbolique de la modernité. La culture du développement y est une cosmogonie de l'auto-destruction. Les croyances qu'elle distille masquent le caractère entropique du processus économique libéré.

Ainsi, contrairement à *l'économie violente* si caractéristique à la culture du capitalisme, les économies de site répondent à de multiples objectifs : éthique, cohésion de groupe, solidarité, protection de la nature base de la reproduction de l'organisme social local, en somme, un ensemble de pratiques qui ne séparent pas totalement le monde profane du monde sacré tel que le site considéré les conçoit. Ce non découpage muselle l'économie et la met au service de l'organisation sociale locale. Cette modalité est, tout à fait, le contraire du découpage opéré par la vision du progrès humain dans le cadre du capitalisme.

De fait, le débat sur la manière d'organiser et de produire de la durabilité conduit directement à celui des valeurs. Tant que les valeurs économiques sont au centre de la société, de par l'hégémonie qu'exerce sur elle l'économie au sens ordinaire, le changement ne peut relever que d'un discours n'ayant aucune prise réelle sur le cours des événements. Avant Copernic, l'astronomie pensait que la terre était au centre de l'univers. Suite à sa découverte du système solaire et des lois qui en régissent le fonctionnement, la terre n'étant plus le centre, l'astronomie changea du tout ou tout. Cette analogie est, aujourd'hui, aussi valable pour l'économie. Si celle-ci n'est plus considérée comme le centre de la société, notre vision des choses changerait radicalement et ouvrirait des perspectives inattendues quant à la durabilité et l'organisation de nos sociétés. En substance, ce changement présuppose une révolution interculturelle qui demanderait aux nations du peloton de tête de l'économie de la violence de renoncer à un déploiement tous azimuts de leurs conceptions du monde pour mieux valoriser les autres points de vue pour s'approcher d'un équilibre viable sur terre. En son absence, les conflits autour de la raréfaction des ressources se multiplieront à grande échelle jusqu'à l'épuisement total du système qui est à la racine de ce *mal mondial*.

Afin de ne pas en arriver là, il faudrait sauvegarder la diversité du génie humain. Aucune hiérarchie entre les cultures et par voie de conséquence, entre les savoirs, ne doit être admise. Ce qui devrait conduire à penser la diversité et la multiplicité de façon non linéaire. Ce bouleversement va à l'encontre de nos évidences et perceptions les plus ordinaires. En effet, « *Il y a une perception largement répandue qui veut que les techniques les plus efficaces reflètent des formes supérieures de connaissances et de savoir. Ce savoir supérieur doit supplanter les formes les plus anciennes, retardataires et dépassées de connaissances. Cependant, les formes du savoir ne sont pas classées sur le plan incliné évolutif dans lequel les sciences occidentales sont à l'extrémité élevée et les formes non occidentales à l'extrémité inférieure* »¹.

3.2. Les agricultures sont des cultures : de la biodiversité à la diversité culturelle

Un auteur comme M. L. Bouguerra² (biologiste), spécialiste de la science et de la technique dans les relations Nord-Sud, souligne que la science d'aujourd'hui, est pleine d'ambiguïtés pour toute l'humanité. La biotechnologie en fournit un exemple. C'est une science qui contribue à détruire la biodiversité. Selon cet auteur et beaucoup d'autres, les sélections génétiques animales ou végétales opérées présentent de très grands risques. L'uniformisation génétique croissante dictée par le modèle dominant est appauvrissant. A la longue, les variétés sélectionnées s'avèrent fragiles, incapables de résister aux virus et aux aléas climatiques.

¹ Marglin F. Apffel et Marglin S. A., *Domination knowledge development culture and resistance*, Oxford, Clarendon Press, 1990

² Bouguerra Mohamed Larbi., *La recherche contre le Tiers-Monde*, PUF, 1993

Les limites de ce que nous pourrions appeler la productivité appauvrissante, sont aussi exprimées par Vandana Shiva (activiste du mouvement paysan en Inde) de la façon suivante : « *Par le biais de transformations technologiques, la biodiversité, une ressource renouvelable, est devenue non renouvelable* »¹. Et ceci pour le Sud comme pour le Nord. Dépourvus en gènes végétaux et animaux, les pays industrialisés puisent dans les patrimoines encore variés des pays du Sud. Ces derniers n'accumulent ainsi que des inconvénients puisque même les « *variétés dites améliorées* » n'ont pas toujours introduit une prospérité réellement significative. Le Sud subit donc une « *érosion génétique* » par pillage et par parachutage des variétés dites améliorées. Par conséquent, « *cet appauvrissement* » réduit la diversité, c'est-à-dire les options, et augmente la fragilité et la dépendance des agriculteurs du Sud. Cet appauvrissement génétique du monde végétal et animal n'a pas de prix.

En fait, les pays avancés sur le plan scientifique subtilisent aux autres les meilleures variétés et les manipulent pour les breveter et en tirer des profits. Les érosions génétiques dont sont victimes les pays « *pauvres* » se combinent avec des désastres économiques et des pertes d'identités culturelles et sociales. Car, comme le fait remarquer M. L. Bouguerra, « *les variétés traditionnelles sont mêlées au tissu social, à la culture et à l'économie* », (p. 40). Ceux sont donc, des mondes en décomposition, détruits par les missiles scientifiques et techniques du développement. Une politique internationale de protection paraît indiscutable en la matière.

C'est faire violence à la nature que d'industrialiser à outrance l'agriculture. De même breveter le vivant, s'adonner à la manipulation des OGM sans précaution et pratiquer la bio-piraterie sont des crimes contre l'humanité². L'agronomie, sans principe de précaution, induit une amnésie des savoirs endogènes dont la portée est à reconsidérer en matière de durabilité. Toute les observations faites sur de multiples terrains au Nord comme au Sud incitent à une plus grande prudence quant à la hiérarchie des savoirs agronomiques qui privilégie les pratiques de l'agroalimentaire au détriment des produits des terroirs et des savoirs paysans de la planète. L'agriculture biologique ne peut être une alternative que si l'on sauvegarde cette grande diversité dans la manière de produire et de se nourrir. L'attrait actuel des produits du terroir dans les pays dits les plus avancés exige une révision déchirante du paradigme de la production à grande échelle, et, par là même une remise en cause des principes de base de la globalisation.

Dans ces changements qui émergent, la proximité spatiale et culturelle devient essentielle face aux incertitudes en tout genre qui s'incrument dans les rouages de la grande machine économique planétaire. Dans ces conditions, nourritures et cultures s'en trouvent rapprochées pour une grande certitude quant à la qualité de ce que nous mangeons. Ce qui motive une recomposition des territoires, y compris dans les pays industrialisés, en direction d'une moindre spécialisation internationale, donc, d'un plus recentrage de proximité (qualité et économie de transports polluants). Ici, les singularités prennent le dessus sur l'uniformité et fondent une économie d'actifs spécifiques échappant à l'industrialisation tous azimuts. C'est qui semble se dessiner. De ce point de vue, les représentations et de la nature et de l'agriculture sont en cours de changement.

¹ Vandana Shiva, *Bio-diversity Social and Ecological perspectives*, Londres, Zed Books 1991, cité par M. L. Bouguerra, op. cit., p. 39

² Voir Pérez-Vitoria Silvia, Reconsidérer la question paysanne, *Alliance pour une Europe des consciences*, mars-avril 2005 pp.14-17

Dans cette *postglobalisation*, les imaginaires des communautés paysannes contiennent, paradoxalement, des valeurs postmodernes capables de venir en soutien au changement exigé. En substance, la nature n'y est pas perçue comme une vulgaire ressource économique à mobiliser par tous les moyens pour en extraire le maximum de rentabilité. Dans cette perspective, contrairement à l'exploitant agricole, le paysan devient un acteur d'harmonie avec la nature. La terre redevient une mère nourricière à respecter. On ne peut en tirer plus qu'il ne faut. Ainsi, le don de la nature serait apprécié à sa juste valeur, une valeur d'équilibre multidimensionnel, en ce sens irréductible à la valeur économique que recherche, exclusivement, l'agronomie, bras séculier de l'économie dominante¹.

Comme le montre l'une des publications de l'Institut interculturel de Montréal sur la cosmovision traditionnelle du paysan andin telle qu'elle se régénère à l'heure actuelle, la remise en cause du modèle unique est en marche dans les faits². Les deux auteurs signataires dévoilent la grande biodiversité végétale des Andes et surtout la capacité dont font preuve les organisations andines de converser avec la diversité et la variabilité du sol. Le caractère accidenté du relief et la variabilité des microclimats accroissent la diversité à l'intérieur même d'une sous-région andine voire à l'intérieur d'une même *chacra* (parcelle de terrain). A ce sujet, Julio Valladolid Rivera écrit : « *Le paysan andin entretient la diversité, favorise la variabilité et accroît la densité non seulement du sol, mais aussi du microclimat de la chacra et celle du paysage en général. La culture andine est une culture qui nourrit l'hétérogénéité à partir de la chacra.* »³.

En somme, ces différences dans la nature des savoirs paysans ou autres proviennent des différences de conceptions du monde et de la nature. Chaque site a sa cosmovision qui le distingue des autres. Examinant l'impasse de la « *modernisation transposée* » des agricultures andines, F. Greslon et P. De Zutter notent, à leur tour, que : « *Les aspects culturels et culturels se confondent.* »⁴. Tout indique donc que la prudence est de mise : discerner sans séparer ! Cette attitude est d'autant plus nécessaire que le modèle unique court à la catastrophe sur tous les plans. Le paradoxe, c'est que cette même civilisation, pour durer, a besoin de la diversité culturelle et écologique qu'elle contribue à détruire. Le profit et la productivité exigent uniformité et monoculture. Le paradoxe que nous soulignons est décrit par Fred Pearce de la manière suivante : « *Le Tiers-Monde possède un actif sans prix mais généralement sous-évalué : le savoir indigène. Dans la forêt amazonienne par exemple, seules les communautés indiennes connaissent dans le détail plantes et animaux de leurs forêts, les plantes médicinales et celles qui résistent aux attaques des bacilles ainsi qu'une foule d'autres propriétés. Au cours des dernières années, les pharmacologues ont essayé cette expertise et parlent de "course contre la montre" avant que ce savoir ne disparaisse avec la modernisation de ces communautés* »⁵.

¹ Vandana Shiva, *La vie n'est pas une marchandise. Les dérives des droits de propriété intellectuelle*, Enjeux Planète, 2004.

² Marglin Frédéric Apffel et Valladolid Rivera Julio, *La régénération de la culture andine*. La contribution du premier auteur (anthropologue) est intitulée « Développement ou décolonisation dans les Andes », (pp. 3-18) et celle du second (agronome, dirigeant de PRATEC = Projecto Andino de Tecnologias Campesinas) porte le titre : « Agriculture paysanne des Andes : Nourrir avec soin la diversité de la vie dans la Chacra », in *Interculture*, Vol. XXVIII, n°1 Hiver 1995, Cahiers n° 126, pp. 19-58.

³ Valladolid Rivera J., *Nourrir avec soin...*, op.cit. p. 24. Au sens large du terme, la *chacra* ne se réduit pas à une parcelle, c'est toute une conception culturelle du monde : traiter avec soin et joie le monde qui nous entoure. C'est tout simplement un site symbolique au sens de la théorie que nous défendons dans nos recherches.

⁴ Greslon François et De Zutter Pierre, « *L'exemple de l'agriculture paysanne andine...* », op. cit. p. 36

⁵ Pearce Fred dans *le New Scientist* du 9 mai 1992 (pp. 34-39), cité par Bouguerra M. L., *La recherche contre...*, op. cit. p. 125

Autrement dit, l'intolérance induit une méconnaissance de l'efficacité même de certains savoir-faire locaux qui ne s'expriment pas dans le langage de la *méga-techno-science*. Avec les risques et les crises de celle-ci, il est devenu impératif pour tout le monde d'accepter que les autres conceptions humaines du monde aient leurs propres « sciences » en accord avec leurs contextes. Dans de nombreuses situations, ces savoirs sont aussi valides, sinon plus, que la science du monde moderne. Cependant, comme le font remarquer deux spécialistes de l'agriculture paysanne andine : « *Tant que l'Occident ne remettra pas en cause son monopole du savoir (sa science universelle) et de la modernité (son modèle de développement), il lui sera difficile de respecter, connaître et prendre en compte d'autres savoirs et d'autres modernités* »¹.

Sur un tout autre continent, les cosmovisions locales d'Afrique ont une représentation particulière de la nature, d'où découlent des savoirs propres. En Afrique tout est divin. La métaphysique africaine (cosmogonie des sites africains) enseigne que « *Dieu est caché dans la nature* » et, par conséquent, il faut la vénérer et l'exploiter de manière minimale en lui demandant pardon. Une croyance vraie ou fausse, l'essentiel est dans son impact réel. Ainsi, à sa manière, l'Afrique profonde, a su donner à la nature une voix et des « droits » avant que les pays dits civilisés n'y pensent. Tout y est décodé par les sites, ces espaces symboliques de rattachement des humains. Ainsi, comme l'écrivent les auteurs de la méthode C.I.C.I.B.A. : « *Les opérations culturelles ne sont pas toujours purement techniques, car interviennent des prières et des rites qui attestent que la terre, mère nourricière, doit être ménagée et respectée dans son rythme de vie* »². De ce fait, les techniques culturelles (savoir-faire paysan, mode d'exploitation de la terre, etc.) des sites bantous, explorés dans cette étude, sont à la fois une spiritualité et une pratique. Des mécanismes comparables peuvent être découverts dans les nombreuses aires du monde qui n'ont pas encore adopté profondément le logiciel symbolique de l'économie d'accumulation. Comme le suggère la rencontre internationale *Vivre avec la Terre* à laquelle nous avons participé, la recherche d'un horizon commun pour l'Humanité présuppose incontestablement le respect de sa diversité³. Lors de ce congrès, un indien Mohawk du Canada soulignait qu'il faut « *Apprendre à se connaître* ». Car, chaque monde, nous dit-il, à son propre « *chemin symbolique* » (« *symbolic way* »). C'est avec cette vision pluraliste qu'il décrit la conception imaginaire qu'a sa communauté de la terre, de la nature et du cosmos dans son ensemble. Dans cette conception, la terre est notre « *mère* » mais non un réservoir de ressources exploitable à merci.

La culture Mohawk nous dit « *we call our earth our mother, "the mother of all life" what a wonderful mother!* »⁴. La formule « *Our minds are one* » revient souvent dans l'argumentaire mohawk. Elle exprime un désir de communion et d'harmonie entre les humains et entre eux et l'univers, en somme la recherche d'un site symbolique de dialogue. Cette espérance existe, même si le « *Créateur* » a dit aux Mohawk : « *I made a little bit of a mistake when I made humans* » (p. 25). Les éthiques et les cultures ont, cependant, toujours tempéré les penchants destructeurs des hommes, entre eux et dans leurs rapports à la nature. Dans l'approche mohawk, contrairement à la conception instrumentale de l'univers qui cherche à percer tous les mystères qui nous entourent, les cultures des peuples indiens fonctionnent sur la croyance

¹ Greslon François et De Zutter Pierre « *L'exemple de l'agriculture paysanne andine. La modernité des sociétés traditionnelles* », in *IFDA Dossier 81*, avril-juin 1991, p. 35, Fondation internationale pour un autre développement.

² Cf. *Facteurs culturels et Projets de développement rural en Afrique centrale*, Centre International des Civilisations Bantou (C.I.C.I.B.A.), Ed. L'Harmattan, Paris, 1989, p. 34. Voir notre commentaire de cet ouvrage paru dans *La Revue canadienne d'étude du développement*, Vol. XII, n° 2, 1992

³ Voir notre commentaire des Actes de ce colloque paru dans *Tiers-Monde*, TXXXV, n° 137, janvier-mars 1994.

⁴ Voir Actes du Colloque, *Vivre...*, op. cit., pp. 19 et suivantes.

que ces mystères protègent les humains. Cette « valeur réactualisée » peut aider l'Homme moderne à mieux « maîtriser sa maîtrise ». Là, l'échange interculturel devient un moyen de rapprochement et de créativité.

Dans sa conclusion, l'orateur mohawk a comparé, dans un langage imagé, l'humanité de toutes les couleurs et de toutes les cultures à un magnifique jardin de fleurs. Et pour rester en droite ligne des philosophies autres que celle qui est à la racine de la culture du développement et de l'accumulation illimitées, il faut s'attacher à sauvegarder la nature et les cultures car elles sont des « réservoirs » de sens et de diversités indispensables pour la durabilité de l'humanité. A l'image du discours critique mohawk, il faut considérer que si le travail est le père de, et la nature, la mère de toutes les richesses, l'un ne peut aller sans l'autre. La mère des richesses est donc à respecter pour pouvoir continuer à la mettre à contribution durablement. Il faut même en accroître la diversité génétique comme nous l'enseigne les micro-agricultures indiennes des Andes¹. Ce combat pour la biodiversité passe aussi par celui de la diversité culturelle². La mise en place de ce sentier multiple présuppose une doctrine mondiale de l'entente interculturelle, une philosophie à géométrie variable reconnaissant la validité d'une pluralité d'éthiques économiques. « *Aucune culture, religion ou tradition, écrit R. Pannikar, ne peut isolément, résoudre les problèmes de notre monde... Les problèmes du monde requièrent des approches interculturelles. Nous souffrons toujours des restes du colonialisme. Son essence consiste dans la croyance du monophormisme de la culture* »³. L'entente interculturelle est un dialogue contraint et forcé par les processus en cours de décomposition et de recomposition des sociétés contemporaines.

3.3. Santé, maladies et anomalies de la citée du développement

Puisque cette rencontre est interdisciplinaire et porte le titre environnement et santé, notons quelques remarques sur les relations existantes entre la santé, l'économie et la société. Ici, aussi, on ne peut isoler totalement ce qui relève de la médecine et l'ensemble du système qui nous questionne. C'est encore la même conception qui préside aux choix et aux institutions impliquées dans un domaine si important que celui de la santé. En gardant l'esprit le paradigme dominant, le secteur de la santé dans les pays marginalisés connaît de plus en plus d'handicaps dans les termes mêmes de la médecine moderne. La dégradation des infrastructures et de l'encadrement s'accélère depuis le début des années 80 en raison des impératifs budgétaires successifs qui ont accompagné les plans d'ajustement structurel. Les pays africains sont particulièrement touchés par ces restrictions auxquels s'ajoutent, bien entendu, les défaillances en matière d'encadrement, de gouvernance des institutions médicales. Tout ceci explique l'essor des unités privées qui s'adressent essentiellement aux couches fortunées de ces contrées. Ce qui est arrivé à l'éducation arrive aussi à la santé publique au moment même où les institutions internationales budgètent, à coups de millions de dollars US, d'interminables conférences sur le développement humain (santé, éducation et pauvreté) sans effets réels.

En substance, la couverture médicale au sens moderne est largement insuffisante dans les pays d'Afrique tant au plan quantitatif qu'au plan qualitatif. L'histoire du sida ainsi que les menaces des nouvelles épidémies touchant les hommes et les animaux dévoilent amplement

¹ Voir Valladolid Rivera Julio (agronome) : « Nourrir la diversité de la vie... », *Interculture*, op. cit.

² Cf. Panhuys Henry et Zaoual Hassan (sous la dir.), *Diversité des cultures et mondialisation*, Collection Economies plurielles, L'Harmattan, 2000

³ Raimon Pannikar, Neuf Sutras sur la paix, *Interculture*, Vol. XXIV, n°110, p. 52 (Institut interculturel de Montréal).

ces défaillances. Dans le cadre à la fois de la libéralisation et la crise des systèmes de protection sociale dans les pays mêmes qui se targuent d'être à l'avant poste du progrès, de nombreuses remises en cause sont en gestation. Ces perspectives vont trouver aussi leur justification idéologique dans l'évolution de la pyramide des âges dans ces pays.

Comme c'est l'économie qui gouverne la société, cette auto justification s'en trouvera renforcée par les arguments des déficits sociaux. En clair, la santé devient un objet d'arbitrage économique, une marchandise comme toutes les autres. Fondamentalement, le problème n'est pas technique, il est éthique dans la mesure où la société est devenue une société de marché. En conséquences, ceux sont les valeurs économiques mais non pas, concrètement, celles des droits de l'homme dans leurs généralités qui sont aux commandes des choix. On se heurte, donc, au même problème qui transparait au travers du débat sur la contrainte écologique. De plus, cette même dimension peut être reliée directement à celle de la santé. La façon d'aborder la santé relève elle aussi du même paradigme, celui de la modernité dont les dérives, sont, aujourd'hui, de plus en plus remises en question.

Ainsi, Emmanuel De Kadt¹, à sa façon aussi, met en évidence les limites civilisationnelles de la société industrielle quant à la façon de se représenter la médecine en général. Il prend comme cas empirique de sa démonstration la problématique de la santé. A l'image des autres systèmes de la modernité, l'auteur souligne que le système biomédical est essentiellement basé sur l'impératif technologique et le professionnalisme médical². La rationalisation technique y envahit le corps humain. Ce dernier est découpé en « *rondelles* ». Chaque organe de l'organisme humain fait l'objet d'une spécialité. Fidèle à la vision cartésienne, la conception médicale moderne compare les organismes vivants (animal ou non... l'Homme est aussi un animal) à des machines qui marchent tant bien que mal grâce à l'agencement de leurs éléments constitutifs. C'est robotique ! Ce type d'approche peut être utile. Mais, il ne doit pas être exclusif. Toutes les maladies du corps et de l'esprit humains ne peuvent être traitées avec des démarches parcellaires. L'individu est constitué d'organes sans s'y réduire. L'homme est un tout et ce tout est plus que les parties, c'est ce que la médecine orientale particulièrement chinoise suggère. Et, il ne peut être isolé aussi de son milieu de vie. E. De Kadt écrit à ce sujet : « *le modèle bio-médical isole l'individu de son environnement physique et social, alors que, souvent c'est là que se trouvent les causes les plus profondes de sa mauvaise santé* »³. Les effets de la pollution globale et multiforme sont, maintenant, de plus en plus, reconnus et dévoilent que c'est la civilisation imposée par l'économie qui en est la principale cause. On ne peut, donc, agir sur la santé sans agir sur l'économie et sur l'ensemble de l'organisation de la société.

Maladies et santé sont donc dynamiquement imbriquées dans celle du site ! Un site pollué ne peut qu'engendrer toutes sortes de nouvelles maladies jusqu'alors inconnues. Le progrès médical n'est pas, donc, cumulatif. Il est relatif, en un sens, *historique et situé* dans le temps et dans l'espace. On peut, donc, faire une histoire circonstanciée des médecines. C'est ce qui semble confirmé par beaucoup d'écrits. Les nouvelles découvertes comme celle relatives à la médecine quantique⁴ vont aussi dans ce sens. Il s'agit d'une médecine qui trouve son origine

¹ De Kadt E., L'enjeu culturel, les contraintes et les chances de la santé dans un contexte international, (pp. 149-173) in Gilbert Rist (sous la dir.), *La culture, otage du développement ?* L'Harmattan 1994, Paris, 1994, p. 155. Voir aussi notre commentaire de cet ouvrage dans la *Revue canadienne d'étude du développement R.C.E.D.*, Vol. XV, n°2, Ottawa, 1994

² Ibid, p. 155 et suivantes.

³ Ibid, p. 15

⁴ Jean-Louis Garillon, Vers une médecine quantique, *Alliance*, avril 2006

dans les expériences et les constats faits par les scientifiques russes lors des vols spatiaux. Ces travaux reconnaissent explicitement l'importance de la relativité en la matière. Soustrait à l'attraction terrestre (gravitation universelle) et des conditions générales inhabituelles, le corps humain réagit différemment. Son métabolisme se modifie, selon le milieu, dans lequel, il évolue. Lors de ces expériences spatiales, des conclusions surprenantes sont faites quant à l'administration de médicaments usuels comme les antibiotiques, les anti-inflammatoires et autres remèdes : plus d'effets pervers dans l'espace que de guérisons sur terre. C'est en conjuguant la médecine chinoise de portée énergétique et certains savoirs de la médecine moderne que les savants russes ont levé les énigmes auxquelles ils étaient confrontés.

En substance, sans détailler les conditions et les protocoles de ces expériences spatiales, notons que « *La « médecine quantique » est une démarche qui n'est pas fondée sur l'action de substances chimiques intervenant dans le corps, mais sur des réactions d'ondes ou de champs électromagnétiques appliqués à l'organisme vivant, afin de le ramener à point d'équilibre.* »¹. A ce sujet, le Dr Yuri Khefeits, médecin-praticien russe et chercheur en médecine quantique à l'Institut d'Energétique de Moscou pose une définition futuriste : « *La santé consiste dans l'harmonie des relations énergétiques d'information entre l'individu (le sujet) et la Nature (l'objet) ; cette harmonie s'exprime par l'homéostasie de l'organisme sur le plan physique, mental et spirituel.* »².

En déduction de la nécessité de cette harmonie homme-milieu, dans de nombreuses situations, c'est sur l'organisation et l'environnement que crée la société qu'il faut agir en profondeur. Il y a la cause et les effets. Le plus souvent dans la civilisation économique, on ne traite que ces derniers au lieu d'agir sur les causes qui concourent au développement des maladies. Le somnifère agit momentanément sur le stress mais non sur la civilisation du stress ! Chaque société a donc ses maladies et ses manières de les traiter. C'est ce constat qui amène Emmanuel De Kadt à souligner aussi la forte compatibilité entre les cultures et les savoir-faire médicaux. Ainsi, même si la médecine moderne s'est relativement répandue sur le globe, il n'en demeure pas moins que dans les pays du Sud, les pratiques médicinales endogènes restent prépondérantes, y compris dans les espaces urbains. « *La médecine traditionnelle, écrit l'auteur, constitue la première, voire la principale, source de soins* »³. Cette permanence résulte de nombreux facteurs tant économiques que socioculturels. De point de vue de l'analyse culturelle, le maintien de ces pratiques est dû au fait que les tradi-praticiens (guérisseurs, sorciers,...) et le patient partagent les mêmes sites de croyances. Leurs proximités physiques (ils vivent dans les mêmes conditions de vie) et spirituelles (repères culturels similaires) créent des symbioses qui semblent dans de certaines situations, porteuses d'une meilleure efficacité que les modèles parachutés. De façon plus globale, les médecines douces exercent, maintenant, un attrait sur les couches supérieures des sociétés industrielles. Ce n'est pas un hasard, que de riches californiens rencontrés en Inde (Bangalore), soient à la recherche de remèdes moins violents pour leur guérison !

Face à la diversité de notre monde, la civilisation techno-industrielle veut imposer partout, le même modèle dont les limites sont, aujourd'hui, criantes. De ce point de vue, les pays globalement riches devraient changer de statut. De sujets, ils doivent devenir aussi des objets pour les pays du Sud, en somme des laboratoires d'exercice de leur imagination pour écarter toutes les menaces potentielles du modèle unique. Et, c'est là où la conjugaison des savoirs et

¹ Jean-Louis Garillon, Vers une médecine quantique ... op. cit. p. 24

² Cité par Jean-Louis Garillon p. 25

³ Emmanuel De Kadt, op.cit. p. 153

des cultures peut être d'une grande portée pour leur propre avenir et celui de toute l'humanité, par voie de conséquences.

Conclusion

Au terme de ce texte, nous avons essayé de démontrer que la thématique du développement durable est semée d'embûches. C'est un champ dont le décryptage présuppose une grande distance épistémologique avec les sciences parcellaires. Les questions qu'il pose renvoient nécessairement à une recomposition d'ensemble du savoir éclaté auquel nous ont habitués les sciences classiques. Dans ce même sillage, en poussant notre réflexion jusqu'au bout, il est incontestable que derrière ce débat se profile l'épuisement d'un système économique qui ne saurait composer avec une harmonie vis-à-vis de l'environnement et l'homme, lui-même. En conséquence, la rigueur de cette thèse nous pousse à démontrer que, par essence, le développement ne saurait être durable tant que l'on maintiendra une économie centrée exclusivement le marché et le profit. En ce sens, on ne saurait défendre l'idée de la durabilité sociale et écologique en sauvegardant le système qui est à la racine de la dégradation des écosystèmes et du lien social. De fait, il est temps d'imaginer d'autres visions du progrès humain puisant leurs ressorts dans la diversité même des cultures du monde pour mieux asseoir la durabilité de la biodiversité. Cet objectif passe nécessairement par une retenue de la marchandisation du monde, donc par une véritable humanisation de l'économie. C'est en acceptant de penser la complexité, la diversité, la proximité avec les hommes que l'on découvrira toute l'importance du métissage des savoirs et des cultures pour un renouveau de l'espérance dans le genre humain¹. C'est aussi dans cette perspective que l'*homo situs* détrônera l'*homo oeconomicus* sur lequel s'est construite toute la science économique qui est aux commandes de la globalisation².

¹ Cf. Notre dernière interview, Pour une économie non-violente et interculturelle, *Alliance* n°8 mars, pp.18-21, 2006, Entretien avec Nathalie CALME de *L'Alliance pour une Europe des Consciences*.

² Cf. Zaoual Hassan, Homo oeconomicus ou Homo situs ? Un choix de civilisation. *Finance & the Common Good / Bien commun*, Observatoire de la Finance, (63-72 pages), n°22, Juillet-août 2005, Genève, Site : www.obsfin.ch